



RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

Travaux d'aménagement dans un bâtiment pour accueillir une Antenne Locale d'Insertion et de Probation - LURE



N° D'AFFAIRE : C23123639
N° CHRONO : 1

CE RAPPORT
A ETE VALIDE PAR LE
CHARGE D'AFFAIRE LE
22/07/2024

SIGNATURE
SCHWOB Herve

CHANTIER
3 RUE PARMENTIER

70200 LURE



OBSERVATIONS

OBJECTIFS DU RAPPORT

Le présent rapport donne l'avis du contrôleur technique sur les ouvrages concernés par sa mission au stade de la conception, sur la base des éléments transmis et mentionnés au § Documents examinés.

Le dossier examiné a été reçu :

Avant envoi du dossier de consultation des entreprises

MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE CONFIEES

Les missions objet de notre contrat de contrôle technique sont les suivantes :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des existants
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH
STI	Sécurité des personnes dans les immeubles du secteur tertiaire et industrie
Hand-ERP	Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées

ETENDUE DES MISSIONS

Conformément à notre contrat, l'étendue des missions est précisée pour les éléments de mission ci-dessous :

L - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier et les sollicitations associées ;
- l'examen de la solidité des ouvrages au regard des risques naturels à caractère exceptionnel (cyclones, tempêtes, inondations, séismes, avalanches, ...) ;
- les risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol (cas d'exploitation minière en fonctionnement ou d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers ou de carrières) ;
- les risques technologiques (explosion, ...) ;
- l'examen des revêtements de sols ;
- les aménagements spécifiques des activités professionnelles ;
- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien, à la maintenance des constructions.

LE - Sont exclus de la prestation :

- Le diagnostic préalable des existants affectés par les travaux neufs ;
- L'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux

concernant ces existants.

SEI - Sont exclus de la prestation :

- La vérification, au regard de la réglementation des ICPE (code de l'environnement livre V Titre I et décrets d'application), des installations classées qui sont incluses dans les établissements recevant du public, à l'exception des installations classées citées dans le règlement de sécurité ERP, les isollements et les intercommunications ;
- La sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier ;
- La protection des travailleurs et du public contre les dangers des rayonnements ionisants.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

STI - Sont exclus de la prestation :

- La solidité des ouvrages ou éléments d'équipement qui est réputée acquise ;
- La protection contre les rayonnements ionisants ;
- Les équipements de travail (levage, machine) et leurs dispositifs d'accès ;
- La vérification des ouvrages au regard de la réglementation ICPE (code de l'environnement Livre V –Titre 1er et décrets d'application) ;
- Les installations de production d'énergie électrique et leurs raccordements (éolien, photovoltaïque) ;
- Les vérifications relatives au respect des dispositions de protection vis-à-vis des risques naturels (foudre, ...) et technologiques.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

Hand-ERP - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- L'établissement de l'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité, prévue par l'article L. 122-9 du CCH,
- L'accessibilité des lieux de travail au personnel handicapé en application des articles R.4214-26 à R.4214-29 et R.4217-2 du code du travail, qui relève de la mission HAND-T,
- l'accessibilité des bâtiments d'habitation aux personnes handicapés en application des articles R.162-1 à R.162-7 et R.163-1 à R.163-4 du CCH,



qui relève de la mission HAND-H.

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES	5
2. DESCRIPTION DE L'OPERATION	6
3. SYNTHESE DES AVIS	7
4. AVIS AU STADE CONCEPTION	9
5. DONNEES ATTENDUES PAR LE CONTROLEUR TECHNIQUE	22
6. DOCUMENTS EXAMINES	23
7. DIFFUSION	23

Maître d'Ouvrage : DIRECTION INTERREGIONALE DES SCES
PENITENTIAIRES DE DIJON
72 A RUE D'AUXONNE
21033 DIJON

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1 OPERATION

Travaux d'aménagement dans un bâtiment pour accueillir une Antenne
Locale d'Insertion et de Probation
CONTROLE TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS

Permis de construire ou autorisation administrative

Nous ne disposons pas de la date de dépôt de la demande d'autorisation
administrative.

A défaut nous avons pris en compte une date de référence pour le choix
de la réglementation applicable.

Cette date est à confirmer par la Maîtrise d'ouvrage.

Date de référence prise par défaut : 13/06/2023

Selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage

- Date prévisionnelle de début de chantier : 01/10/2024
- Montant prévu des travaux : 300 000 € HT
- Durée prévisionnelle du chantier : 4 mois

Classement réglementaire :

- ERP de 5ème catégorie : Général

1.2 MAITRISE D'OUVRAGE

2. DESCRIPTION DE L'OPERATION

2.1 DESTINATION DES LOCAUX

Pour l'établissement du présent rapport, la destination des ouvrages portés à notre connaissance prend en compte les usages suivants :

Service public : Judiciaire, police

2.2 DESCRIPTION DU PROGRAMME DES TRAVAUX



Travaux d'aménagement (changement de destination) dans un bâtiment pour accueillir une ALIP (Antenne Locale d'Insertion et de Probation)

3. SYNTHESE DES AVIS

3.1 PAR OUVRAGE

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique nos avis sur ouvrage dans le cadre des missions confiées



STRUCTURE EN MACONNERIE

Dispositions générales



MENUISERIES EXTERIEURES

Dispositions générales



STRUCTURE EXISTANTE

Dispositions générales



Diagnostic



MENUISERIES INTERIEURES

Châssis vitrés



3.2 PAR EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique les exigences réglementaires potentiellement non respectées sur le projet


SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

DEGAGEMENTS - SORTIES – (R.4227-6 et 7, R.4214-20)	●
DESENFUMAGE – (R.4216-13,14 et 16)	●


**Hand-ERP - Accessibilité des établissements recevant
du public aux personnes handicapées**

CHEMINEMENTS EXTERIEURS – ()	●
ACCES AU(X) BATIMENT(S) OU A L'ETABLISSEMENT ET AUX LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC – (Art. 4)	●
PORTES, PORTIQUES ET SAS – (Art. 10)	●

4. AVIS AU STADE CONCEPTION

4.1 CODIFICATION DE NOS AVIS

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

Avis Favorables (F) :

Ils sont donnés par rapport aux informations figurant dans le dossier qui nous est soumis. Ces avis seront confirmés en fonction des éléments qui nous seront proposés lors de la phase exécution.

Avis Suspendus (S) :

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de document,...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.

Avis Défavorables (D)

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés montrent un risque anormal vis-à-vis d'un aléa technique du fait d'un écart relevé selon les référentiels associés à l'une de nos missions, de la pérennité de l'ouvrage, des dispositions contraires aux règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes.

Hors Mission (HM)

Elément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqués ou hors du cadre de notre mission.

Sans Objet (SO)

Elément Sans Objet dans le cadre du projet

Pour Mémoire (PM)

Exigence réglementaire pour mémoire

4.2 AVIS SUR LES OUVRAGES

OUVRAGES/LOCALISATIONS		AVIS	
STRUCTURE			
STRUCTURE EN MACONNERIE			
Dispositions générales	F		
STRUCTURE EXISTANTE			
Dispositions générales	F	N°01 - 1	<p>Il conviendra de nous transmettre la justification de la reprise des efforts pour les créations d'ouvertures dans les structures porteuses (plancher, dalles,...)</p> <p>En cas de carottage dans des planchers en béton, il conviendra de vérifier la stabilité du plancher si des aciers sont sectionnés.</p>
Diagnostic	S	N°02 - 1	<p>Il convient de nous transmettre le diagnostic de l'état structurel du bâtiment (prenant en compte l'évolution des charges d'exploitation liées au changement de destination).</p> <p><i>Données manquantes</i> Diagnostic de l'existant</p>
MENUISERIES EXTERIEURES			
MENUISERIES EXTERIEURES			
Dispositions générales			

OUVRAGES/LOCALISATIONS		AVIS	
	F	N°05 - 1	Le dossier technique des menuiseries extérieures sera à nous transmettre.
DISTRIBUTION			
MENUISERIES INTERIEURES			
Châssis vitrés			
	S	N°04 - 1	Il conviendra de nous fournir le dossier technique des châssis vitrés posés dans les circulations afin de vérifier les dispositions prises face au risque de heurt, notamment à proximité des portes (cf. DTU 39 P5)

4.3 Avis sur exigences réglementaires – Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC - Art. GN			
ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE ET CAS PARTICULIERS D'APPLICATION DU REGLEMENT (GN4 à 10)			
Procédure d'adaptation des règles de sécurité (GN4)	SO		
Établissements comportant des locaux de type différents (GN5)	SO		
Établissements situés dans un immeuble de grande hauteur (GN7)	SO		
Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation (GN8)			

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
	F	N°E30 - 1
		Le public n'est pas admis à l'étage.
		Au rez-de-chaussée, l'évacuation des personnes à mobilité réduite se fera par la rampe mobile mise en place pour l'accès à l'établissement.
Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants (GN9)	F	
Application du règlement aux établissements existants (GN10)	SO	
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS DE 5e CATEGORIE - Art. PE		
DISPOSITIONS GENERALES (PE1 à 4)		
Calcul de l'effectif (PE3)		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
	F	N°E24 - 1 Sur déclaration du Maitre d'Ouvrage : - public : 17 personnes - personnel : 9 personnes
CONSTRUCTION, DEGAGEMENTS, GAINES (PE5 à 12) Isolement - Parc de stationnement (PE6)		
	F	N°E25 - 1 Le bâtiment est mitoyen à l'Est par un mur maçonné de forte épaisseur. Les locaux considérés à risque particulier (chaufferie de l'établissement avec P=25kW, local archives et local technique - RGT/RGI, serveurs + vidéo) sont isolé par des parois CF1H et des portes CF1/2H minimum. Les PV seront à nous transmettre.
MOYENS DE SECOURS (PE26 à 27) Moyens d'extinction (PE26)		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
	F	N°E32 - 1
		Pour mémoire : « Les établissements doivent être dotés d'au moins un extincteur portatif installé dans les conditions définies par l'article MS 39 et en atténuation de cet article avec un minimum d'un appareil pour 300 mètres carrés et un appareil par niveau. »
Alarme, alerte, consignes (PE27)	F	N°E33 - 1
		Il est prévu une alarme de type 4 et des déclencheurs manuels sont situés près des issues de secours
CONSTRUCTION APPLICABLE AUX LIEUX DE TRAVAIL - Code du travail		
DEGAGEMENTS - DISPOSITIONS GENERALES (R.4216-2 à 12)		
Calcul des dégagements (R.4216-8)	F	
Calcul des dégagements des locaux en sous -sol (R.4216-9)	SO	
Enfouissement maximal (R.4216-10)	SO	
Répartition des sorties et distances maximales à parcourir (R.4216-11)	F	

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
Balisage des dégagements (R.4227-13 et 14)	F	
DEGAGEMENTS - SORTIES (R.4227-6 et 7, R.4214-20)		
Manoeuvre des portes d'évacuation (R.4227-6)	S	N°E41 - 1
		Avec la présence du contrôle d'accès, nous préciser comment les issues de secours seront utilisables par une manoeuvre simple, notamment en cas de coupure de courant.
DEGAGEMENTS- ESCALIERS (R.4227-9 à 12)		
Prolongation des escaliers au niveau d'évacuation (R.4227-9)	F	
DESENFUMAGE (R.4216-13,14 et 16)		
Désenfumage des escaliers	S	N°E35 - 1
		Aucun désenfumage n'est existant dans les escaliers du bâtiment, et aucun n'est prévu aux CCTP.
		Il convient d'en mettre en place dans chacun des escaliers.

4.4 Avis sur exigences réglementaires – Accessibilité des établissements recevant du public aux personnes handicapées

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC SITUES DANS UN CADRE BATI EXISTANT ET DES INSTALLATIONS EXISTANTES OUVERTES AU PUBLIC - Arrêté du 8/12/2014		
CHEMINEMENTS EXTERIEURS		
Volée d'escalier de 3 marches ou plus	S	N°E68 - 1 Il conviendra de prévoir une main courante de chaque coté des marches d'accès au bâtiment.
PLACES DE STATIONNEMENT (Art. 3)	SO	
ACCES AU(X) BATIMENT(S) OU A L'ETABLISSEMENT ET AUX LOCAUX OUVERTS AU PUBLIC (Art. 4)		
Rampes :	F	Rampe amovible
Système de communication et dispositif de commande manuelle		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
	S	N°E51 - 1
		Il conviendra de prévoir un dispositif accessible et repérable pour prévenir de sa présence afin de mettre en place la rampe amovible.
Contrôle d'accès et de sortie :		
	S	N°E54 - 1
		Nous préciser comment fonctionnera le dispositif de contrôle d'accès.
CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES (Art. 6)		
Largeur mini de 1,20m	F	
Dévers inférieur ou égal 3%	SO	
Pentes	SO	
Caractéristiques des paliers de repos	SO	
Espaces de manoeuvre de porte	F	
Sols non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	SO	

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
Trous en sol : Ø ou largeur ≤ 2cm	SO		
CIRCULATIONS INTERIEURES VERTICALES (Art. 7)	SO		
TAPIS ROULANTS, ESCALIERS ET PLANS INCLINES MECANIQUES (Art. 8)	SO		
PORTES, PORTIQUES ET SAS (Art. 10)			
Espace de manoeuvre de portes	F		
Largeur des portes principales et des portiques	F		
Signal sonore et lumineux du déverrouillage des portes à verrouillage électrique	S	N°E69 - 1	Nous indiquer ce qui est prévu à ce sujet.
DISPOSITIFS D'ACCUEIL, EQUIPEMENTS ET DISPOSITIFS DE COMMANDE (Art. 5 et 11)	SO		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
SANITAIRES (Art. 12)			
Cabinets aménagés	F		
Espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour	F		
Aménagements intérieurs des cabinets	F		
SORTIES (Art. 13)			
Sorties repérables sans risque de confusion avec les issues de secours	F		
ECLAIRAGE (Art. 14)			
Valeurs d'éclairement			

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS
	F	N°E70 - 1
		<p>Nous rappelons les valeurs d'éclairément à respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20 lux pour le cheminement extérieur accessible ainsi que les parcs de stationnement extérieurs et leurs circulations piétonnes accessibles ; - 20 lux pour les parcs de stationnement intérieurs et leurs circulations piétonnes accessibles ; - 200 lux au droit des postes d'accueil ; - 100 lux pour les circulations intérieures horizontales ; - 150 lux pour chaque escalier et équipement mobile ;
CHAMBRES DES ETABLISSEMENTS COMPORTANT DES LOCAUX D'HEBERGEMENT (Art. 17)	SO	
ETABLISSEMENTS AVEC CABINES ET ESPACES A USAGE INDIVIDUEL (Art. 18)	SO	
CAISSES DE PAIEMENT ET DISPOSITIFS OU EQUIPEMENTS DISPOSES EN BATTERIE OU EN SERIE (Art. 19)	SO	

5. DONNEES ATTENDUES PAR LE CONTROLEUR TECHNIQUE

Il appartient au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre et aux entreprises, de nous communiquer les données nécessaires à l'exercice de notre mission de contrôle technique.

A ce stade nous avons identifié notamment les informations ci-dessous, à nos fournir avant exécution des ouvrages.

Pendant la phase de réalisation des travaux, nous rappelons qu'il appartient aux constructeurs (architecte, maître d'œuvre, entreprises) de nous transmettre les résultats des vérifications techniques qui leur incombent selon l'article R.125-19 du Code de la Construction et de l'habitation (procédures de contrôle de la qualité de réalisation, autocontrôles, ...).

STRUCTURE

STRUCTURE EXISTANTE

Dispositions générales

- Justification des ouvertures et trémies

Diagnostic

- Diagnostic de l'existant

MENUISERIES EXTERIEURES

MENUISERIES EXTERIEURES

Dispositions générales

- Dossier technique

6. DOCUMENTS EXAMINES

Nous avons examiné les documents suivants pour établir les avis du présent rapport.

KOBATEX

Réf ou n°	Intitulé du document	Indice	Reçu le
	00 - PRO Ind 0 - SPIP SPIP - 31 05 2024 - PLAN EXISTANT		28/06/2024
	03 - PRO Ind 0 - SPIP SPIP - 31 05 2024 - CLOISONS		28/06/2024
	04 - PRO Ind 0 - SPIP SPIP - 31 05 2024 - PLAFONDS		28/06/2024
	05 - PRO Ind 0 - SPIP SPIP - 31 05 2024 - SOLS ET MURS		28/06/2024
	01 - PRO Ind 0 - SPIP SPIP - 31 05 2024 - PLAN PROJET		28/06/2024
	06 - 223.02.100_pro_plans_06-el_0		28/06/2024
	SPIP LURE - 31 05 2024 - PRO - CCTP LOT 06 et 07 ELECTRICITE CFO CFA - CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE SANITAIRES_0		28/06/2024
	SPIP LURE - 31 05 2024 - DPGF PRO_0		28/06/2024
	SPIP LURE - 31 05 2024 - PRO - CCTP LOT 01 GO & DEMOLITION_0		28/06/2024
	SPIP LURE - 31 05 2024 - PRO - CCTP LOT 02 MENUISERIES EXTERIEURES_0		28/06/2024
	SPIP LURE - 31 05 2024 - PRO - CCTP LOT 03 PLATRERIE FAUX PLAFOND PEINTURE_0		28/06/2024
	SPIP LURE - 31 05 2024 - PRO - CCTP LOT 04 REVETEMENTS DE SOLS ET MURS_0		28/06/2024
	SPIP LURE - 31 05 2024 - PRO - CCTP LOT 05 MENUISERIES INTERIEURES_0		28/06/2024
	07 - 223.02.100_pro_plans_07-cvpb_0		28/06/2024

7. DIFFUSION

DESTINATAIRE PRINCIPAL :

MINISTERE DE LA JUSTICE
TANAEL LUDOVIC
tanael.ludovic@justice.fr

DESTINATAIRES EN COPIE :



KOBATEX
Lucas PINILLA
pinilla@kobatex.com

RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

C23123639 / C23123639M0001
N° CHRONO : 1 DATE : 22/07/2024